



COMMUNIQUÉ DE PRESSE

Sécheresse : les éleveurs de ruminants toujours sans solution

La ministre de l'Agriculture a pris la parole ce matin pour présenter le plan Climat, Adaptation, Sécheresse, Incendies (CASI), qu'elle avait annoncé cet été. Les éleveurs s'en retrouvent exclus.

Beaucoup de suspens, pour de bien maigres résultats !

La Ministre elle-même le confirme régulièrement dans ses prises de parole : le secteur de l'élevage est particulièrement fragilisé par cette crise. C'est vrai, les prairies ont été carbonisées, les maïs grillés. Les éleveurs distribuent depuis le début de l'été des fourrages qu'ils n'ont qu'en faible quantité pour nourrir les animaux.

Aujourd'hui, l'annonce principale concerne l'abondement du fonds de solidarité nationale, dans le but d'indemniser rapidement et à hauteur des besoins les exploitations impactées. Belle initiative... **qui n'atteindra malheureusement pas les éleveurs !**

En effet, les éleveurs ne cessent de le rappeler : le système d'évaluation des pertes sur prairies, l'indice satellite IPP, est dysfonctionnel ! La Ministre fait la sourde oreille, mais la réalité est là : les éleveurs ne verront pas la couleur de ces indemnisations ! C'est inacceptable !

Depuis des années, les éleveurs demandent à faire évoluer le dispositif afin de mettre en œuvre un outil fonctionnel de mesure des pertes. La crise a débuté depuis le début de l'été, et nous alertons afin que soient mises en place, rapidement et dans tous les départements, des expertises de terrain pour évaluer la réalité des pertes qui sont pour de nombreux éleveurs supérieures à 50%. **Aucune réponse.**

Les éleveurs de ruminants demandent à ce que l'herbe puisse bénéficier, comme les autres productions, de façon juste et équitable, du dispositif auquel ils contribuent financièrement !

Les Associations de Ruminants, FNB, FNPL, FNO et FNEC, renouvellent donc leurs demandes : des enquêtes de terrain doivent être conduites dans tous les départements afin d'évaluer la réalité des pertes sur prairies et de déclencher le dispositif national d'indemnisation. Il est inadmissible que la Ministre s'entête à laisser les éleveurs sans solution !

Le Ministère doit donc revoir sa copie, afin que les éleveurs ne soient pas sacrifiés par un plan qui les ignore.

Afin de leur permettre de nourrir leurs animaux, et de poursuivre leur activité, c'est un total de 300 € d'aides par UGB qui est nécessaire.

Paris, le 4 septembre 2026

Contacts presse

FNB – Thierry Rapin - thierry.rapin@fnb.asso.fr – 06.72.91.60.02

FNPL – Benjamin Guillaumé – benjamin.guillaume@fnpl.fr – 06.13.27.68.80

FNO – Rachel Legrand – rachel.legrand@fno.asso.fr – 06.28.01.43.32

FNEC – Raphaël Guyet - rguyet@fnec.fr – 06.37.47.11.68